



Juin 2015 – chronique

Un pas en entraîne un autre et le 7 juin dernier, nous avons célébré la troisième édition de la course populaire Lasterbidean en soutien aux prisonnier-e-s politiques basques. En cette troisième année, nous pouvons dire que ce rendez-vous a encore pris de l'ampleur, et nous avons été près de 1000 à nous y retrouver. Félicitations ! Il s'agit de l'un des événements les plus marquants parmi ceux que nous organisons régulièrement et il recueille de plus en plus d'écho. Un grand merci à tous.

Lasterbidean a été une journée lumineuse. La suivante, malheureusement, s'est brutalement assombrie pour nous. Quatre policiers ont fait vivre un enfer au prisonnier politique basque Gorka Fraile lors de son transfert à l'hôpital où il devait être opéré pour un cancer de la langue, en multipliant les mauvais traitements psychologiques. Nous sommes fatigués de l'obscurantisme qui entoure aujourd'hui encore les transferts de prisonnier-e-s. Fatigués de tous les obstacles que nous devons affronter pour rendre visite à nos proches dans des hôpitaux publics. Comme nous l'avons dit alors dans une conférence de presse, nous exigeons l'assistance d'un médecin et d'un avocat de confiance lors des transferts, moments propices à de nombreuses violations de droits de ce type. L'opération s'est bien passée, et grâce à l'implication de différents professionnels de la santé, de proches et de collectifs locaux de solidarité, les conditions de la phase post-opératoire ont été meilleures.

Cependant, nous répétons que nous nous ne voulons pas continuer à faire des centaines de kilomètres en laissant le sort décider de notre vie ou de notre mort. Et la politique de dispersion est le jeu, lugubre et macabre, qui nous distribue les tickets. Nouvel exemple qu'il faut en finir au plus vite avec cette mesure infâme, nous avons vécu ce mois-ci le 5^{ème} accident de l'année sur les routes des prisons lointaines. Heureusement, personne n'a été blessé.

Ce mois-ci, nous avons également connu un autre exemple de l'arbitraire qui règne en prison, où chaque chef peut faire et défaire les choses à sa guise. Comme si faire les visites n'était pas déjà assez difficile, le nombre en a encore été limité pour les prisonnier-e-s basques et corses de Fleury-Mérogis. Devant ce changement imposé sans la moindre explication, et après des protestations sans aucun résultat, ces prisonniers se sont retrouvés dans l'obligation d'en arriver à un moyen aussi extrême que la grève de la faim. Et une fois de plus, au moyen de cette lutte, ils ont obtenu la restauration du régime antérieur.

Combien de fois encore, et jusqu'à quand, nos parents et ami-e-s emprisonné-e-s devront-ils mettre en jeu leur santé pour défendre leurs droits face à des décisions totalement arbitraires ? Nous devons dire que l'aide de chacun a été indispensable et inestimable dans ce cas. C'est cette réaction conjointe et rapide qui a assuré ce bon résultat.

La Conférence pour la Paix au Pays Basque qui a eu lieu à Paris l'a également mis en évidence : il faut mettre un terme à la persécution dont Etxerat et les prisonnier-e-s politiques basques font l'objet. Les acteurs qui travaillent en faveur des droits de tous sont la cible de ce harcèlement, le mouvement Sare aussi a été visé. Mais au-delà de toutes les tentatives de criminalisation qui ne cherchent qu'à répandre la peur, nous leur montrerons qu'ils ne pourront jamais nous faire taire.

Dispersion

435 prisonniers politiques basques

431 prisonniers politiques basques dispersés dans 76 prisons

330 dans **45** prisons de l'État espagnol

91 dans **26** prisons de l'État français

6 dans **3** prisons d'Euskal Herria

1 au Portugal

1 en prison à son domicile en Angleterre

1 en Allemagne

1 au Mexique

4 prisonniers politiques basques sous le régime de la prison atténuée

(prisonniers à domicile avec de strictes mesures de sécurité)

59 prisonniers se trouvent dans des prisons situées entre **1.000-1.100 km** d'Euskal Herria

113 prisonniers se trouvent dans des prisons situées entre **990-800 km** d'Euskal Herria

164 prisonniers se trouvent dans des prisons situées entre **790-500 km** d'Euskal Herria

24 prisonniers se trouvent dans des prisons situées entre **490-400 km** d'Euskal Herria

61 prisonniers se trouvent dans des prisons à moins de **400 km** d'Euskal Herria

4 prisonniers au Portugal, en Allemagne, en Angleterre et au Mexique

+ **8** enfants de moins de 3 ans avec leur mère à des distances comprises entre **500** et **540 km** d'Euskal Herria dispersés dans 2 prisons

Libérations

Geresta Azurmendi, Ander (Zizurkil) 2015/06/6 de Monterroxo

Cabello Perez Andoni (Belauntza) 2015/06/18 de Castello I

Gutierrez Elorduy, Borja (Berango) 2015/06/26 d'Osny

Transferts

Eskisabel Urtuzaga, Peio (Lasarte) de Clairveaux à Réau Sud Francilien

Etxaburu Artetxe, Aitzol (Ondarru) de Fleury Mérogis à Clairveaux

Lauzirika Oribe, Karmelo (Bilbo) de Castello I à Puerto I

Barandalla Goñi, Ohian (Arbizu) de Nanterre à Fresnes

Sancho Marco, Iñigo (Bilbo) d'Osny à Réau Sud Francilien

Solana Matarran, Jon Igor (Bilbo) de Córdoba à Sevilla II

Aspiazu Rubina, Garikoitz (Bilbo) d'Estremera à Arles

Zaldibar Alvarado, Aiala de Zaballa à Curtis

Majarenas Ibarreta Sara et son enfant Izar (Donostia) du module des mères d'Aranjuez à celui de Valencia II

Codó Callejo, Jagoba (Donostia) de Martutene à Castello II

Mujika Andonegi Ander (Donostia) de Béziers à Saint Martin de Ré

Enparantza Agirre, Jon (Donostia) de Segovia à Alcala-Meco

Sagastizabal Emilio Yus, Marina (Gasteiz) de Zaballa à Villabona

Urrutia Gonzalez, Oier (Gasteiz) de Burgos à Daroca

Villaverde Barrutiabengoa, Ainhoa (Gasteiz) de Zaballa à Mansilla

Droit à la santé

Le prisonnier Gorka Fraile victime de traitement cruel de la part de son escorte alors qu'il allait être opéré d'un cancer de la langue

Le prisonnier politique de Durango Gorka Fraile a été opéré le 9 juin dans un hôpital de Badajoz d'une tumeur cancéreuse à la langue. Avant l'opération, il a passé un jour et une nuit menotté. Les quatre agents formant son escorte l'ont continuellement dérangé en provoquant bruit et agitation autour de lui. Ils ont aussi essayé d'empêcher sa famille de lui rendre visite.

Dès son admission à l'hôpital de Badajoz, le prisonnier politique basque Gorka Fraile a reçu un traitement dégradant et cruel de la part des quatre agents qui l'escortaient, jusque dans la chambre où il était censé se reposer. Il est resté menotté à son lit jour et nuit, et loin du calme nécessaire à un patient qui attend son opération, les agents ont tenté de perturber au maximum son séjour, créant bruit et agitation de façon à entraver son sommeil, mettant de la musique et des vidéos avec un son très fort, assénant des coups sur les murs et utilisant tout ce qui était à leur portée pour gêner le prisonnier. Ils sont même allés jusqu'à casser un meuble de la pièce. Le traitement a été très agressif : dès qu'ils le voyaient se reposer un peu, ils redoublaient d'efforts pour le perturber. Et ils ont réussi à un tel point que quand ses proches ont pu le voir, ils l'ont trouvé dans un état d'énerverment extrême et prêt à abandonner l'opération et à demander à retourner à la prison de Badajoz où il est dispersé à 750 km d'Euskal Herria.

Obstacles aux visites

Comme si tout cela ne suffisait pas, la famille de Gorka Fraile a eu beaucoup de mal à réussir à le voir. La veille, ils avaient été informés que les visites avaient lieu de 16h à 20h, mais que Gorka étant un prisonnier politique, cela dépendrait du chef de la police. Bien qu'on leur ait dit

à leur arrivée qu'ils pourraient le voir de 18h à 20h, ils n'ont finalement pu rester avec lui que 30 minutes, soit 10 minutes pour chacun des trois visiteurs. De plus, le matin de l'opération, ils ont été empêchés de rester dans la salle d'attente du bloc opératoire où se trouvait Gorka Fraile, mais ont finalement pu y retourner grâce à l'insistance et aux multiples appels de différents professionnels de la santé d'Euskal Herria. Les quatre agents ont continué de « surveiller » Gorka Fraile à l'intérieur du bloc.

Pour dénoncer ce traitement ignoble et cruel, Etxerat, la famille et un médecin de confiance ont donné une conférence de presse à Durango. Comme nous l'avons dit devant les journalistes, ces événements représentent une nouvelle grave violation de droits envers un prisonnier politique basque, qui plus est gravement malade : « un traitement cruel et inacceptable pour quiconque, mais plus encore pour une personne malade et sa famille ».

Mauvais traitements psychologiques

La politique de dispersion, qui représente déjà une souffrance ajoutée en toute circonstance, a des conséquences plus aigües encore dans les cas de grande vulnérabilité. Elle rend possible, entre autres choses, la violation du droit à la santé et à être suivi par un médecin de confiance. Elle rend possible ce genre de traitement de la part de la police et la passivité initiale de l'hôpital. La charge de souffrance ajoutée, qui est la base de cette politique pénitentiaire, affecte non seulement le ou la prisonnier-e mais aussi son entourage, famille et amis. Ce que Gorka a dû subir lundi dernier est la base de la maltraitance psychologique. Il est significatif qu'il se soit senti à un moment si désespéré qu'il ait été sur le point de renoncer à une opération vitale.

Nous nous posons des questions. Où sont les garanties lors des transferts ? Où est la responsabilité de l'hôpital ? Où est la conscience des médecins qui ont la compétence, le droit et le devoir de veiller au bien-être de leurs patients ? La législation pénitentiaire actuelle a pour objectif de maltraiter les prisonniers politiques basques et leurs familles. Parce que tout en niant la nature politique de ces prisonniers, ils leur appliquent des mesures et des traitements spéciaux, basés sur une évidente soif de vengeance.

Pour garantir que de tels actes ne se reproduisent plus jamais, nous exigeons la présence des avocats et médecins de confiance lors des transferts et pour toute la durée du processus. Pour nous protéger des personnes endoctrinées par la politique de haine et de vengeance développée par les États et relayée par une partie des médias.

Gorka Fraile est dispersé à Badajoz, à 750 km du Pays Basque.

Nous exigeons la présence des avocats et médecins de confiance lors des transferts et pour toute la durée du processus.

Prisons

Grève de la faim des prisonniers politiques basques et corses à Fleury-Mérogis

Les prisonniers basques et corses des divisions D2 et D3 qui étaient en grève de la faim, et les prisonniers de la D1 qui observaient d'autres formes de lutte, ont mis un terme à leur mouvement après que les prisonniers de la D2 se soient réunis avec la directrice, la chef de la division et le responsable des parloirs. Aucun accord écrit n'a été rédigé, mais les responsables de la prison se sont engagés à rétablir au mois de juillet le régime de visites antérieur : trois visites doubles par mois et trois simples, avec la possibilité d'en cumuler deux doubles dans la même semaine.

En trois ans, le nombre des visites a été réduit de quatre à deux par mois. Au nom des prisonniers politiques qui ont réalisé cette protestation, Ibon Goieaskoetxea et Joseba Iturbide ont adressé une lettre le 30 mai dernier à la direction de la prison. Ils y rappellent la lutte menée depuis des années par les prisonniers basques, qui avaient obtenu le droit à un double-parloir par semaine en raison des très longues distances que les familles doivent parcourir. Plus tard, au prétexte de travaux dans les parloirs et du « manque de place », les visites autorisées ont été ramenées à trois et limitées au week-end. Dans un premier temps, la direction de la prison avait promis un retour à la normale à la fin des travaux.

De fait, les prisonniers politiques avaient accepté l'accord, preuve de leur « bonne volonté », même s'ils savaient que ce « manque de place » n'était qu'un prétexte. À la fin des travaux, la direction de la prison n'a pas tenu sa parole et les double-parloirs sont restés limités à trois par mois (deux le week-end, et un en semaine).

Le nombre de prisonniers politiques à Fleury a beaucoup baissé, et la capacité d'accueil a été augmentée. Ils se trouvent donc « gravement pénalisés » de cette nouvelle restriction à deux visites sans avis préalable. Ils expliquent qu'il n'existe aujourd'hui plus « aucune raison matérielle pour que ce qui existait pendant tout ce temps soit arbitrairement anéanti ». Cependant, l'attitude fuyante de la prison confirme à leurs yeux le caractère direct et intentionnel de cette agression contre les prisonniers politiques basques et corses : « nous sommes conscients que tout ceci est une conséquence (un des buts recherchés) de la politique d'éloignement familial que vous nous imposez comme mesure ajoutée à notre peine et qu'il s'agit là d'une raison à fondement purement politico-répressif ».

À la fin de leur lettre, ils ajoutent que cette décision va directement à l'encontre des dynamiques de paix que les responsables politiques des deux pays concernés (Corse et Pays Basque), la communauté internationale et les prisonniers politiques tentent d'instaurer afin de parvenir à une résolution définitive du conflit : « la prison montre une irresponsabilité qui implique de graves conséquences contre nous, nos proches et la situation politique de notre processus de paix ». D'autre part, en plus de condamner la dispersion, ils expriment leur solidarité aux prisonniers corses, rappelant qu'ils se trouvent à 1200 kilomètres de chez eux.

Interpellation d'Etixerat

Etixerat a montré son soutien à sa solidarité aux prisonniers politiques basques et corses qui se sont vus obligés de prendre une telle décision et a interpellé directement la direction de Fleury-Mérogis, prison déjà connue pour la tension qui y règne, pour qu'elle prenne des mesures immédiates pour résoudre cette situation et mettre fin à ces graves violations de droits. « Ce n'est pas la première violation de ce genre, et comme nous l'avons déjà rappelé, il y a deux ans les prisonniers politiques avaient droit à quatre visites doubles par mois. Vu la façon dont cette prison évolue ces dernières années, ces situations pourraient très bien se répéter dans les mois qui viennent. Nous n'admettons pas l'incertitude que représente pour nous la facilité et l'impunité avec lesquelles ils font et défont les choses. Face aux violations de droits que cela représente pour nos parents et ami-e-s emprisonné-e-s, cette direction doit savoir qu'elle trouvera toujours Etixerat sur son chemin ».

Le nombre de prisonniers politiques a baissé et la capacité d'accueil a été améliorée, cette réduction des visites n'a donc d'autre but que de punir plus encore.

Vu la façon dont cette prison évolue ces dernières années, ces situations pourraient très bien se répéter dans les mois qui viennent.

Prisons

Andrej Hunko a rendu visite au prisonnier politique basque Tomas Elorriaga Kunze à la prison de Mannheim

Andrej Hunko, membre de la Commission du Bundestag sur l'UE et de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe a rendu visite au mois de juin au prisonnier politique basque Tomas Elorriaga Kunze, qui se trouve à la prison de Mannheim depuis huit mois en conséquence d'un mandat d'arrêt européen lancé contre lui par l'Espagne.

Andrej Hunko suit depuis longtemps le processus de paix en cours en Euskal Herria. Ainsi, il y a quelques années, il avait déjà rendu visite à Arnaldo Otegi qui se trouve toujours derrière les barreaux. Il a été le seul parlementaire n'ayant pas la nationalité espagnole à obtenir ce droit. L'ex-porte-parole de Batasuna est considéré comme l'un des principaux instigateurs du processus de paix basque.

Elorriaga Kunze réalisait un travail politique au Pays Basque, et a été obligé de fuir à la fin des années 90 de peur d'être torturé. Il a été arrêté en 2014 à Mannheim et emprisonné. Jusque-là, il vivait à Fribourg sous une fausse identité. Il étudiait et travaillait dans la recherche académique universitaire. L'Unité Fédérale Spéciale contre le Crime l'a arrêté en utilisant une information fournie par les services secrets espagnols à la LKA (Landes Kriminal Amt) de Hessen.

L'État français a demandé son extradition pour son appui supposé au mouvement indépendantiste basque et l'Allemagne a ouvert une procédure contre lui sur la base des paragraphes 129a et 129b.

Tomas Elorriaga se trouve à la prison de Mannheim (Allemagne) à 1430 km du Pays Basque.

Mesures d'exception

Etixerat dénonce la nouvelle condamnation insensée et intolérable infligée au prisonnier politique Xanti Arrozpide

Cette nouvelle condamnation s'ajoute aux peines antérieures et ne suppose pas un allongement effectif. Le seul objectif de cette sentence est d'utiliser les prisonniers politiques basques comme trophées médiatiques et de vengeance, et de soumettre les familles à une tension constante.

Dans une décision prise au mois de juin, l'Audience Nationale de Madrid a émis une nouvelle condamnation à 17 ans de prison contre le prisonnier politique basque Xanti Arrozpide. Bien que, selon les avocats que nous avons consultés, cette nouvelle condamnation ne suppose pas d'allongement de peine pour lui, cette nouvelle décision, de même que la campagne de chasse qui avait suivi sa libération en décembre dernier, montre une fois encore la machine de vengeance que représente l'appareil juridique de l'État espagnol.

Derrière tout cela, rien d'autre que l'intention d'utiliser les prisonniers politiques basques comme trophée de la vengeance et d'imposer à l'opinion publique le discours dépassé (depuis le début) et irréal des vainqueurs et des vaincus, en plus de soumettre les familles à une terrible pression. Nous pouvons déjà dire qu'ils n'y arriveront pas. Comme nous l'avons dit lors de notre

dernière Assemblée Générale nationale, « s'il y a une caractéristique générale parmi les familles, c'est bien la dignité, notre fierté d'être des familles ».

Etixerat dénonce également la campagne de chasse médiatique menée contre Xanti Arrozpide durant les 45 jours qu'il a passés en liberté. Celui-ci avait été libéré le 4 décembre, après 27 ans de prison, mais la décision du Tribunal Suprême de s'opposer à l'Europe au sujet de l'accumulation des peines déjà purgées dans d'autres pays l'a reconduit derrière les barreaux. Comme nous l'avions dit à ce moment, cette décision relève plus du piège que de la magouille juridique, car elle ne répond qu'à la rage que sa libération avait supposée dans certains milieux.

Cette nouvelle décision répond à la soif de vengeance de l'appareil judiciaire espagnol.

Accidents

Un ami du prisonnier politique basque Gotzon Amaro a eu un accident sur la route de Valladolid

Un ami du prisonnier politique de Santutxu Gotzon Amaro a eu un accident en allant lui rendre visite à la prison de Valladolid. Il n'y a pas eu de blessé, mais la voiture a été détruite. C'est le cinquième accident de la dispersion cette année

Un ami du prisonnier politique de Santutxu Gotzon Amaro a eu un accident le 13 juin dernier en allant lui rendre visite à la prison de Valladolid, à 340 km d'Euskal Herria. L'accident a eu lieu à la hauteur de Palentzia, quand il a perdu le contrôle de son véhicule alors qu'il doublait un camion, et qu'il a heurté la barrière centrale. Heureusement, les seuls dégâts ont été matériels, la voiture a été complètement détruite. Grâce à une voiture prêtée par l'assurance, il a pu quand même se rendre à la visite.

C'est le 5^{ème} accident de l'année sur les routes de la dispersion. Nous sommes fatigués de cette maudite roulette russe, qui fait que nous sursautons dès que le téléphone sonne le week-end.

International

La Conférence Humanitaire pour la Paix au Pays Basque montre à Paris la forte demande sociale de mettre fin aux mesures d'exception

Le 11 juin, s'est tenue à Paris la Conférence Humanitaire pour la Paix au Pays Basque. La salle Victor Hugo de l'Assemblée Nationale a accueilli des rencontres qui ont abordé le conflit politique basque et la nécessité de faire des pas dans le processus de résolution.

La Conférence a servi à faire le rappel du développement du processus ces quatre dernières années, et à aborder les conséquences du conflit, soit la question des victimes ainsi que celle des prisonnier-e-s et exilé-e-s politiques basques et de leurs familles. La Conférence pour la Paix a suivi la même ligne que la Conférence Internationale d'Aiete et la Déclaration de Bayonne.

C'est l'association Bake Bidea qui a organisé cet évènement, mais elle a pu compter pour cela sur le soutien et la collaboration d'importantes organisations à portée internationale, telles la Ligue des Droits de l'Homme française (LDH), le Groupe International de Contact (GIC) et le Forum Social pour la Paix en Euskal Herria. À l'exception de l'extrême-droite, tous les partis politiques de l'État français étaient présents, ainsi que des personnalités très reconnues au niveau international, comme l'ex-Premier Ministre irlandais Bertie Ahern, le médiateur sud-africain Brian Currin, le Président d'Honneur de la LDH Michel Tubiana, Gerry Kelly en représentation du Sinn Feinn ou l'ex-secrétaire général d'Interpol Raymond Kendall.

La Conférence pour la Paix à Paris a rendu public un manifeste portant plus de 110 signatures. Cette déclaration, en plus de rappeler les antécédents de cette rencontre, comprend quatre points fondamentaux :

1. Nous appelons l'organisation ETA à poursuivre jusqu'à son terme son processus de désarmement. Nous nous joignons aux efforts de la communauté internationale pour que les gouvernements français et espagnol s'impliquent dans ce processus et demandons la mise en place d'un espace adéquat qui garantisse que ce désarmement se mène de manière coordonnée et contrôlée.
2. Nous demandons que, dans le cadre d'un processus de libération mis en œuvre dans un délai raisonnable, il soit mis un terme dans l'intérêt des familles, à la dispersion des prisonnier-e-s basques par des mesures de rapprochement familial et regroupement, et que, dans le respect des droits fondamentaux, soient accordées des mesures d'aménagement de peine aux prisonnier-e-s pouvant légalement en bénéficier et de libération de ceux ou celles qui sont gravement malades.
3. Nous demandons, parce qu'il n'existe pas de conflit qui n'ait engendré de souffrance, que des mesures conséquentes soient prises pour promouvoir la réconciliation, apporter reconnaissance, compensation et assistance à toutes les victimes.
4. Nous demandons aux gouvernements français et espagnol une réelle implication dans la résolution du conflit au Pays Basque, au nom des intérêts des diverses nations concernées, et de la nécessaire action en faveur de la promotion de la Paix.

Cette déclaration ratifie ce qui avait déjà été dit à Aiete et Bayonne, mais interpelle également directement l'État français. Elle demande en plus aux gouvernements français et espagnol de mettre en marche de réelles mesures en faveur de la paix, et souligne l'urgente nécessité d'en finir avec la dispersion des prisonnier-e-s politiques basques, de remettre en liberté les prisonnier-e-s gravement malades, de reconnaître toutes les victimes et que ETA mène son désarmement à son terme.

Etxerat souscrit au manifeste

Une représentation d'Etxerat a participé à la Conférence pour la Paix et l'association des familles et amis de prisonnier-e-s et d'exilé-e-s politiques basques a exprimé son adhésion au manifeste qui a été rendu public à la fin de la Conférence. « Nous nous joignons aux signataires du manifeste de la Conférence de Paix de Paris. Malgré la position d'immobilisme des États français et espagnol, la large demande sociale de mettre un terme à la situation d'exception que vivent les prisonnier-e-s politiques basques et leurs familles a été mise en évidence.

Les participants à la Conférence ont déclaré qu'il faut en finir avec la politique de dispersion que subissent les prisonnier-e-s politiques basques et que ceux-ci doivent prendre part à la fin du conflit. La Conférence de Paix de Paris l'a dit clairement : la persécution envers Etxerat et les prisonnier-e-s politiques basques doit cesser ».

La Conférence pour la Paix a dit clairement que la persécution envers Etxerat et les prisonnier-e-s politiques basques doit cesser.

La nécessité d'en finir au plus vite avec la dispersion des prisonnier-e-s politiques basques a été soulignée.

Harcèlement

14 membres de familles de prisonnier-e-s politiques basques convoqués au Tribunal Central de Madrid

Ils appartiennent au groupe des 127 familles convoquées en avril dernier aux casernes de la Guardia Civil d'Intxaurrondo et de La Salve dans le cadre de l'opération ouverte contre les avocats. Ils ont finalement reçu une convocation à comparaître comme témoins devant le Tribunal Central de Madrid.

127 familles de prisonniers politiques basques avaient été appelées en avril à venir répondre à des interrogatoires aux casernes d'Intxaurrondo et de la Salve, dans le cadre de l'opération ouverte contre les avocats de nos proches emprisonné-e-s, dite « opération Mate ». Il y a d'abord eu les appels et visites à domicile (dans certains cas à des horaires très tardifs) d'agents de la Guardia Civil, parfois en civil, pour notifier les convocations aux familles, en les effrayant au passage.

Les autorités espagnoles ont décidé de passer à l'étape suivante dans l'entreprise de persécution dont nous faisons l'objet. Ce mois-ci, ce sont donc 14 membres de familles de prisonnier-e-s qui ont été convoqués les 7 et 8 juillet prochains au Tribunal Central de Madrid pour une raison non-précisée.

Ce manque de cohérence et de coordination est intentionnel et cherche à créer la confusion parmi les familles. Tout cela évoque les « chasses aux sorcières » d'autres époques, qui continuent aujourd'hui sous un autre nom.

Ces nouveaux faits ne nous laissent aucun doute sur ce à quoi nous sommes en train d'assister : une nouvelle campagne de harcèlement et de démolition en matière de droits humains, droits qui sont notre champ d'action. Il s'agit d'un tour de vis général, dans tous les domaines où cela peut porter atteinte à notre action. C'est l'ambiance générale de 2015 : inonder assidûment les médias de déclarations, mentions, actions ou accusations qui génèrent parmi nous l'incertitude, la peur, l'usure. Mais la seule chose qu'ils parviennent à user, bien que ce soit beaucoup plus lentement que nous le souhaiterions, c'est la portée et l'impact de leurs mensonges.

Dans ce sens, et comme nous l'avons dit lors de la conférence de presse que nous avons donnée le 13 juin, nous nous en remettons à la récente Conférence pour la Paix de Paris qui a mis en évidence, au-delà des États français et espagnol qui voudraient continuer à faire la sourde oreille, la volonté de la société d'en finir avec la situation d'exception que vivent les prisonnier-e-s politiques basques et leurs proches.

Activités

Aucun mot ne peut décrire ce que nous avons vécu à Berriozar le 7 juin dernier. La très bonne ambiance mise par les nombreux participants a fait de cette troisième édition de la course solidaire contre la dispersion Lasterbidean un grand succès. Un pas de plus vers notre objectif : les prisonniers politiques basques à la maison !